

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 15/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

THERMOCOLOR CENTRE

59 rue du Maréchal Leclerc
BP 15
28110 Lucé

Références : VAT20250012/IC250022
Code AIOT : 0010000458

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2024 dans l'établissement THERMOCOLOR CENTRE implanté 59 Rue du Maréchal Leclerc 28110 Lucé. L'inspection a été annoncée le 30/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THERMOCOLOR CENTRE
- 59 Rue du Maréchal Leclerc 28110 Lucé
- Code AIOT : 0010000458
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société THERMOCOLOR Centre réalise du traitement (sans chrome) de pièces en aluminium

utilisées pour fabriquer des cadres de fenêtres, des vérandas, du mobilier urbain. La pièce est ensuite peinte par poudrage avec des peintures polyester.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Équipement sous pression
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	VI-19102022-NC1*VI08022 021	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.3.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
2	VI 19102022-NC2*VI08022 021	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.6.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	60 jours
4	VI19102022-Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.3.3.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	60 jours
7	VI19102022-Rétentions du TS	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 8.2.1.1.	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
8	VI19102022-Ouvrages épuratoires	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 8.2.1.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
11	VI19102022-Alarmes	AP Complémentaire du 02/02/2015, article 8.2.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
15	Entretien moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.6.2	/	Demande d'action corrective	60 jours
17	Chauffage des cuves du TS	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 8.2.1.1.	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
22	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
23	Détection incendie (TS)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	/	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	VI 19102022-NC6VI08022021	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 4.3.5	Susceptible de suites	Sans objet
5	VI19102022-Eaux extinction	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.6.6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	VI19102022-Conditions générales de rejet	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 3.2.3	Susceptible de suites	Sans objet
9	VI19102022-Installation de traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 8.1.5	Susceptible de suites	Sans objet
10	VI19102022[GEREP]-Fiabilité des données	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5	Susceptible de suites	Sans objet
12	VI26092023 - Foudre	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.3.4	Susceptible de suites	Sans objet
13	VI26092023 - Liste des équipements sous-pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 III	Susceptible de suites	Sans objet
14	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 1.2.1	/	Sans objet
16	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.6.3	/	Sans objet
18	Rejets aqueux de procédés	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 4.3.6	/	Sans objet
19	Rejets d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 4.3.12	/	Sans objet
20	[GEREP]-Site internet	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 6	/	Sans objet
21	[GEREP]-Délai de déclaration	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	/	Sans objet
24	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 3.2.4.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
25	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 9.2.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : VI-19102022-NC1*VI08022021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risques foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 19/10/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne. L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de</p>

protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur. Les paratonnerres à source radioactive présents dans les installations ne sont pas admis dans l'installation.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 19/10/2022, il avait été constaté : "Le rapport de vérification complète foudre réalisée par l'APAVE le 13/05/2022 recense une anomalie "TGBT : section des conducteurs de câblage trop faible".

L'exploitant a répondu par courriel du 12/12/2022 : "Intervention prévue semaine 52".

Par courrier du 11/01/2023, l'inspection a demandé : "Transmettre le bon d'intervention sur le TGBT".

Constat au 11/12/2024 :

La vérification complète des installations réalisée par l'APAVE les 24 et 25/01/2024 consultée sur site relève les observations suivantes :

- N°1729 : "TGBT - Compteur d'impulsions sous le parafoudre du TGBT de marque ADEE série PARCOMDI10. Le compteur d'impulsions ne fonctionne plus, il est éteint. Le réparer ou le remplacer". => L'exploitant a indiqué avoir commandé le matériel.
- N° 1331 : "Liaisons équipotentielle intérieures - Cabine d'application de peinture en poudre ELEKTRO COMA - L'ensemble des équipements, cabine, filtre, dépoussiéreur, station peinture et rail sont interconnectés entre eux et à la structure métallique du bâtiment par conducteur cuivre souple 4 ou 6mm² (voir exemple de connexion en annexe). La liaison équipotentielle sur le bac de récupération de poudre situé sous le dépoussiéreur DONALDSON est détériorée. La remplacer." => L'exploitant a indiqué avoir réalisé cette action.
- N°1048 : "Parafoudre TGBT (SCHNEIDER ELECTRIC - A9L16634) - Disjoncteur différentiel SCHNEIDER NG125N 4x80A C 300mA. La longueur de la liaison entre le parafoudre et la barre de terre est trop importante. Réaliser la modification comme indiqué sur la photo ci-dessous". => L'exploitant a indiqué avoir commandé le matériel."

Constat : La vérification complète des installations de protection contre la foudre relève des anomalies.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : VI 19102022-NC2*VI08022021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 22/01/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : • des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; • des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles, • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours. La défense extérieure contre l'incendie est assurée par des points d'eau (5 au maximum) judicieusement répartis, utilisables par les services de secours et permettant d'assurer pendant 2 heures un débit en fonctionnement simultané de 300 m3/h, soit un volume disponible en permanence de 600 m3. Ces points d'eau peuvent être : • des poteaux incendie DN100 conformes aux normes NF EN 14384 et NF S 61-213CN et délivrant individuellement un débit minimum de 60 m3/h sous 1 bar ; • des poteaux incendie DN150 conformes aux normes NF EN 14384 et NF S 61-213CN et délivrant individuellement un débit minimum de 120 m3/h sous 1 bar ; • une ou des réserves incendie répondant aux caractéristiques suivantes : • disposer d'une capacité unitaire en tout temps d'au moins 120 m3 ; • disposer d'une aire d'aspiration de 32 m2 (8x4) par tranche de 120 m3 ; chaque aire est stabilisée pour un véhicule exerçant une force portante de 160 kN ; • disposer d'une canne ou d'un poteau d'aspiration par tranche de 120 m3. La défense extérieure contre l'incendie peut être assurée à la fois par des poteaux d'incendie et des réserves dès lors que l'ensemble des critères ci-dessus sont respectés. La répartition des points d'eau doit permettre de disposer en simultané pendant 2h de 180 m3/h au minimum à moins de 200 mètres du bâtiment par les chemins praticables. Le reste du débit, à savoir 120 m3/h peut être assuré par des points d'eau situés à moins de 400 m du bâtiment. Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une étude technico-économique relative à la mise en conformité de l'établissement par rapport aux prescriptions du présent article. Les travaux de mise en conformité sont réalisés dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté ; ce délai pourra être aménagé au regard des conclusions de l'étude technico-économique précitée, après accord de Monsieur le préfet.</p>

Constats :

L'exploitant a présenté le plan récapitulatif des poteaux incendie implantés dans le voisinage immédiat du site, ainsi qu'un tableau des débits relevés sur ces poteaux incendie.

Ce plan et ce tableau indiquent :

- qu'il y a 6 poteaux incendie identifiés comme étant "sur le site" (encadrés d'un carré rouge sur le plan) - numérotés de 1 à 6,
- que le poteau n°1 (entrée parking 8 rue Maurice Violette) est situé entre 200 et 400 m et délivre un débit de 140 m³/h,
- que le poteau n°3 (entrée parking au 59 rue Maréchal Leclerc) est situé à moins de 200 m et délivre un débit de 73 m³/h,
- qu'un poteau incendie de la ville de Lucé est situé à une distance inférieure à 200 m (n°133), assurant un débit de 113 m³/h,
- que deux poteaux incendie de la ville de Lucé (n°4 et 15) sont situés à une distance comprise entre 200 et 400 m et délivrent respectivement un débit de 112 et 120 m³/h.

Les débits disponibles sont ainsi :

- à moins de 200 m : 186 m³/h
- entre 200 et 400 m : 372 m³/h.

Les poteaux 2,4,5,6 délivrent un débit inférieur à 60 m³/h.

Les poteaux 1 et 3 du site sont contrôlés tous les ans.

L'exploitant a fourni à l'inspection les rapports de contrôles des poteaux incendie 4, 15 et 133 réalisés par la société 2PA (pour le compte de la commune de Lucé) respectivement les 5/12/2023, 15/11/2023 et 7/12/2023 qui indiquent les débits à 1 bars mentionnés ci-dessus.

L'exploitant a fourni à l'inspection le rapport de contrôles des poteaux incendie 1 et 3 par la société Bureau Veritas pour le compte de Thermocolor, le 4/10/2024, il indique les débits à 1 bars mentionnés ci-dessus.

Les débits respectent la prescription.

Par contre, le rapport de Bureau Veritas mentionne deux anomalies sur le poteau n°3 :

- "La vidange du poteau N°3 n'est pas opérante, l'eau stagne dans le poteau après fermeture complète de celui-ci."
- "La tête de fermeture du poteau N°3 est cassé, il n'est plus possible d'assurer le fonctionnement du poteau car l'ouverture/la fermeture est impossible. D'après le technicien de maintenance de la copropriété d'entreprises, il a remplacé lui-même cette pièce il y a 2 ans. Celle-ci a été reprise sur une autre tête d'un poteau incendie installé sur site il y a 60 ans (pièce déjà vétuste)."

Le non-fonctionnement du poteau n°3 ne permet donc pas d'atteindre les 180 m³/h requis dans la zone à moins de 200 m du site.

Constat : Le poteau incendie n°3 est inopérant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : VI 19102022-NC6VI08022021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes : Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté N° 1 Nature des effluents Eaux résiduelles industrielles Débit maximal journalier (m3/j) 9,6 Exutoire du rejet Réseau communal eaux pluviales Milieu naturel récepteur Eure Traitement avant rejet Station de détoxification (neutralisation, floculation, décantation) Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté N° 2 Nature des effluents Eaux usées domestiques Exutoire du rejet Réseau communal eaux usées Traitement avant rejet au milieu naturel récepteur Station d'épuration des eaux de la communauté de communes CHARTRES METROPOLE Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté N° 3 Nature des effluents Eaux pluviales Exutoire du rejet Réseau communal eaux pluviales Milieu naturel récepteur Eure Article 4.3.6.</p>
Constats : <p>Lors de la visite du 19/10/2022, il avait été constaté : "Absence de présentation du dernier contrôle relatif aux eaux pluviales"</p> <p>Par courriel des 07/11/2022 et 12/12/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées des éléments de réponse aux constats relevés.</p> <p>Par courriel du 11/01/2023, l'inspection des installations classées a demandé les éléments suivants : "Transmettre le devis et/ou la commande pour la réalisation du contrôle des eaux pluviales"</p> <p>Par courriel du 07/02/2023, l'exploitant a transmis un devis n°02181-2022 de la société SYPAC pour la réalisation d'analyses des eaux pluviales que la société Thermocolor a accepté (signature et cachet), et transmis un bon de commande (n°08477).</p> <p><u>Constat au 11/12/2024 :</u></p> <p>L'exploitant a présenté un rapport d'analyses SYPAC pour un prélèvement du 10/05/2023. Les résultats sont conformes.</p> <p><u>Pas d'écart constaté.</u></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : VI19102022-Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.3.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/10/2022

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 22/01/2023

Prescription contrôlée :

L'atelier de traitement de surface est équipé en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. La surface utile de désenfumage n'est pas inférieure à 2% de la surface du bâtiment. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Un plan à jour des désenfumage précisant l'emplacement des commandes manuelles de désenfumage est affiché à proximité des commandes de désenfumage. Les exutoires font l'objet d'une vérification annuelle par un organisme compétent.

Constats :

Lors de la visite du 19/10/2022, il avait été constaté : "Les équipements de désenfumage ne sont pas maintenus en bon état".

Pour mémoire le rapport de contrôle (société PSE-27/04/2022) indiquait les anomalies suivantes : défaut d'ouverture de certaines trappes (1 trappe en zone montage, 5 trappes en zone cabines de peintures). Le rapport indique également "2 bouteilles de 300 g remplacer". "

Par courriel des 07/11/2022 et 12/12/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées des éléments de réponse aux constats relevés.

Par courriel du 11/01/2023, l'inspection des installations classées a demandé les éléments suivants : "Transmettre le devis et/ou la commande pour les travaux relatifs au désenfumage"

Par courriel du 07/02/2023, l'exploitant a transmis un devis de la société JOFO FRANCE en date du 15/12/2022, signé du terme "bon pour accord" du 15/12/2022 et d'un bon de livraison de cette même société en date du 11/01/2023 pour :

- 5 vérins pneumatiques
- 5 thermo fusibles
- 5 ampoules à alcool pour thermo fusibles,
- 5 bouteilles CO2 20 g thermo fusibles.

L'exploitant a présenté la facture de JOFO FRANCE marquée "Payé" pour ces mêmes équipements (facture n°FA058944).

Le désenfumage n'a pas été contrôlé en 2023.

Constat au 11/12/2024 : Les équipements de désenfumage ne sont pas maintenus en bon état

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : VI19102022-Eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.6.6
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux extinction
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 22/01/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires au confinement de l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie (eaux d'extinction et eaux pluviales) afin que celles-ci soient récupérées ou traitées, ceci visant à prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Le confinement des eaux d'extinction d'un incendie est ainsi assuré : • soit par la mise en place d'un ou plusieurs bassins de confinement correctement dimensionnés ; • soit par la mise en rétention des bâtiments ; les entrées et sorties du bâtiment sont alors obturées par des dispositifs de confinement empêchant toute sortie des eaux polluées. En cas de recours à des dispositifs amovibles, la mise en place de ces dispositifs est formalisée dans une consigne et le personnel du site est formé en conséquence. Les dispositifs nécessaires à la mise en œuvre des systèmes d'obturation doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. Ils sont accessibles et clairement signalés. Les eaux ainsi confinées sont gérées selon les dispositions prévues à l'article 4.3.11 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 19/10/2022, il avait été constaté : "La barrière de rétention au niveau "Entrée camions" ne peut être installée car un des supports a été démonté pour cause de travaux." Par courriel des 07/11/2022 et 12/12/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées des éléments de réponse aux constats relevés. Par courriel du 11/01/2023, l'inspection des installations classées a demandé les éléments suivants : "Transmettre une photographie du support remis en place et une photographie de la barrière en place sur ses supports" Par courriel du 07/02/2023, l'exploitant a envoyé une photographie de la barrière mise en place au niveau de l'entrée "Camions". Constat au 11/12/2024 : L'inspection a constaté la présence des 3 barrières de rétention et des supports en bon état au niveau :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de la séparation bureaux/production, • zone de production/issue de secours, • zone de stockage du quai de livraison. <p>1 barrière supplémentaire avec supports est également disponible au niveau de la porte battante de la zone de stockage du quai de livraison.</p>

Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : VI19102022-Conditions générales de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conduit Hauteur minimale du conduit (en m) Débit nominal en Nm³/h Vitesse mini d'éjection en m/s</p> <p>1 10 7500 8</p> <p>2 10 7500 8</p> <p>3 10 15000 8</p> <p>4 10 1000 5</p> <p>Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 19/10/2022, il avait été constaté : "Les vitesses d'éjection minimales ne sont pas respectées sur le conduit "Entrée tunnel" et "Sortie tunnel" (resp. 3,89 et 5,42 m/s)."</p> <p>Par courriel des 07/11/2022 et 12/12/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées des éléments de réponse aux constats relevés.</p> <p>Par courriel du 11/01/2023, l'inspection des installations classées a demandé les éléments suivants : "Vous voudrez bien nous transmettre le rapport de contrôle des émissions atmosphériques dès réception"</p> <p>Par courriel du 07/02/2023, l'exploitant a répondu : "Nous vous transmettrons le rapport dès réception"</p> <p>Constat au 11/12/2024 : l'inspecteur a consulté le rapport de contrôle des rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces réalisé par Bureau Veritas (intervention du 27/09/2023) - tunnel de dérochage acide (entrée et sortie, conduits 1 et 2). Les vitesses d'éjection sont respectivement de 8,50 et 8,78 m/s. L'écart est levé.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : VI19102022-Rétentions du TS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 8.2.1.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

[...]Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acides, bisulfite et acide, acide et base très concentrés...). Elles sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à leur action physique et chimique. Il en est de même pour les dispositifs d'obturation éventuels qui doivent être maintenus fermés. Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. [...]

Constats :

Lors de la visite du 19/10/2022, il avait été constaté : "La rétention de la chaîne de dégraissage contient de l'huile, et le point bas de la rétention ne dispose pas d'une alarme. Le point bas de la rétention de la chaîne de conversion ne dispose pas d'une alarme."

Par courriel des 07/11/2022 et 12/12/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées des éléments de réponse aux constats relevés.

Par courriel du 11/01/2023, l'inspection des installations classées a demandé les éléments suivants : "Vous voudrez bien préciser si ce dispositif a été mis en place sur les deux chaînes de traitement de surfaces, envoyer une photographie du deuxième dispositif, et envoyer une photographie de la rétention de la chaîne de dégraissage nettoyée"

Par courriel du 07/02/2023, l'exploitant a répondu : "Oui, le dispositif a bien été mis en place sur les deux rétentions de la chaîne de traitement." avec les photos de deux sondes de niveau dans les regards des rétentions du bain de dérochage et du bain de conversion, ainsi que la photo de la rétention nettoyée de la chaîne de dégraissage.

Constat au 11/12/2024 :

L'inspecteur a constaté la présence d'un détecteur d'alarme au point bas des rétentions des deux chaînes. Un test a été réalisé sur chacune, il est concluant. L'écart est levé sur ce point.

Les produits du traitement de surfaces sont entreposés sur rétention, les produits incompatibles sont séparés.

Il n'y pas de détecteur d'alarme en point bas de la rétention de la zone "alcalin". Par ailleurs cette rétention est encombrée de matériels divers (bouteille en plastique, gant usagé, bois...).

Constat : Il n'y a pas de détecteur d'alarme en point bas de la rétention de la zone "alcalin". Par ailleurs cette rétention est encombrée de matériels divers.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : VI19102022-Ouvrages épuratoires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 8.2.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, ouvrages épuratoires
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 22/01/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble de l'ouvrage épuratoire est construit sur un revêtement étanche et inattaquable, dirigeant tout écoulement vers un point bas muni d'un déclencheur d'alarme.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 19/10/2022, il avait été constaté ; "La rétention de la station de traitement n'est pas isolée de l'ancien point de rejet et ne dispose pas de point bas ni de déclencheur d'alarme."</p> <p>Par courriel des 07/11/2022 et 12/12/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées des éléments de réponse aux constats relevés.</p> <p>Par courriel du 11/01/2023, l'inspection des installations classées a demandé les éléments suivants : "Envoyer une photo du mur de parpaings dans la rétention de la station de traitement. Envoyer dès réalisation, une photographie du flotteur de niveau avec capteur d'alarme, et le relevé d'intervention."</p> <p>Par courriel du 07/02/2023, l'exploitant a envoyé la photographie montrant qu'une rangée de parpaings isole la rétention de la station de détoxification du point de rejet à l'égout.</p> <p>Constat au 11/12/2024 : L'inspecteur a constaté qu'une rangée de parpaings a été mise en place pour isoler la rétention de l'ouvrage épuratoire, du point de rejet des condenseurs. Il y a un dispositif d'alarme dans la rétention mais le dispositif a été démonté.</p> <p>Constat : Le déclencheur d'alarme en point bas des ouvrages épuratoires n'est pas opérationnel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions</p>

correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : VI19102022-Installation de traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 8.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Installation de traitement des effluents (station de détoxification)
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement des effluents sont conçues de manière à tenir compte des variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et, si besoin, en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. La détoxification des eaux résiduaires peut être effectuée soit en continu, soit par bâchées. Les contrôles des quantités de réactifs à utiliser sont effectués soit en continu, soit à chaque bâchée, selon la méthode de traitement adoptée. L'ouvrage d'évacuation des eaux issues de la station de détoxification est aménagé pour permettre ou faciliter la mesure de débit et l'exécution des prélèvements.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 19/10/2022, il avait été demandé : "L'exploitant précisera quel est le rejet résiduel dans les égouts et demandera l'autorisation de rejet à la collectivité."</p> <p>Par courriel des 07/11/2022 et 12/12/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées des éléments de réponse aux constats relevés.</p> <p>Par courriel du 11/01/2023, l'inspection des installations classées a demandé les éléments suivants : "Vous voudrez bien nous transmettre l'autorisation de rejet de la collectivité, dès réception"</p> <p>Par courriel du 07/02/2023, l'exploitant a répondu (copies jointes à l'envoi) : <i>"Courrier envoyé à la mairie le 25/01/2023. En date du 02/02/2023, un retour de la part de Mr Tramblay (Direction des services techniques-voiries-environnement), nous indiqué que cette autorisation n'était pas des compétence de la mairie mais de Chartres Métropole. Cependant une visite sur site de la part du Mr le Maire de Lucé est prévu le Jeudi 2 Mars 2023. Nous vous tiendrons informé de la suite à donner dès que nous aurons des réponses concrètes."</i> L'exploitant indique dans le courrier à la Mairie que le rejet sont les "condensats de la station de détoxification" (évaporateur).</p> <p>Constat au 11/12/2024 : L'exploitant a présenté l'autorisation de rejet accordée par Chartres Métropole pour les eaux de condensats, en date du 24/04/2023.</p> <p>Sur site l'inspecteur a constaté que le tuyau en sortie des condenseurs allait bien vers le point de</p>

rejet.
Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : VI19102022[GEREP]-Fiabilité des données

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Fiabilité des données

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants et des productions de déchets. Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées. L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.

Constats :

Lors de la visite du 19/10/2022, il avait été constaté : "La déclaration GEREP présente au moins une anomalie (code déchet 060106* à déclarer au lieu de 160106)."

Par courriel des 07/11/2022 et 12/12/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées des éléments de réponse aux constats relevés.

Par courriel du 11/01/2023, l'inspection des installations classées a demandé les éléments suivants : "Vous voudrez bien trouver ci-joint le formulaire de demande de modification de la déclaration GEREP, que vous nous transmettez dans les 3 semaines comme vous vous y êtes engagés"

Par courriel du 07/02/2023, l'exploitant a répondu : "FORMULAIRE DE DEMANDE DE MODIFICATION DE DONNEES GEREP 2021Transmis par mail à Mr Brossard, le 31/01/2023"

Constat au 11/12/2024 :

L'exploitant a transmis par courriel du 06/01/2025 :

- le BSDD émis par Thermocolor pour une prise en charge le 03/02/2021, de 8 tonnes (quantité estimée) d'un déchet au code 16 01 06*, traitement par TRIADIS en code D13 le 5/2/2021
- du BSDD de regroupement émis par TRIADIS.

L'exploitant a également transmis par mél, le courriel qu'il a envoyé à Triadis pour lui signifier que

le code déchet 16 01 06* est erroné et que le code correct est 110106*. Triadis a accusé réception de cette demande.
L'inspecteur a modifié la base historique BDREP sur ce point le 08/01/2025.
Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : VI19102022-Alarmes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/02/2015, article 8.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Alarmes

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

La cabine de poudrage est équipée d'un système de détection et d'extinction d'incendie conforme à la directive ATEX.

En cas de fumée ou de départ d'incendie, le système déclenche automatiquement une alarme, coupe les alimentations électriques et enclenche l'extinction des cabines. Ces dispositifs sont testés périodiquement et vérifiés au moins annuellement par un organisme compétent.

[...]

Constats :

Lors de la visite du 19/10/2022, il avait été demandé : "L'exploitant transmettra le rapport de contrôle du système d'alarme incendie."

Par courriel des 07/11/2022 et 12/12/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées des éléments de réponse aux constats relevés.

Par courriel du 11/01/2023, l'inspection des installations classées a demandé les éléments suivants : "Vous voudrez bien nous transmettre le bon d'intervention du remplacement des batteries de la détection / extinction des deux cabines de peinture poudre"

Par courriel du 07/02/2023, l'exploitant a transmis un devis EUROFEU pour la fourniture de divers appareils.

Constat au 11/12/2024 :

La société CEMIS doit passer le 18/12/2024.

L'exploitant ne sait pas si les batteries ont été changées et si le bureau de contrôle est passé en 2023.

L'exploitant a indiqué que le dispositif a fonctionné sur la cabine Wagner il y a quelques semaines, car de la peinture a été projetée sur un détecteur et cela a arrêté toute la ligne, cela éteint les écrans de contrôle. L'exploitant dit que quand la cellule est activé, elle clignote et il n'est pas possible de démarrer la machine.

L'exploitant a transmis par courriel du 06/01/2025, le rapport de contrôle du SSI par la société CEMIS (intervention du 18/12/2024) , qui indique que le dispositif est fonctionnel (5 détecteurs pour l'atelier) et les batteries ont été testées. Le document n'indique pas si le contrôle de la

détection des cabines de peinture est pris en compte dans le contrôle. Constat au 11/12/2024 : L'exploitant doit indiquer si le contrôle de la société CEMIS du 18/12/2024 intègre le dispositif de détection et d'extinction automatique d'incendie des cabines de poudrage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 12 : VI26092023 - Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : [...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. [...]
Constats : Constat de la visite du 26/09/2023 : "La vérification visuelle des installations de protection contre la foudre n'a pas été réalisée en 2023. L'anomalie relevée lors de la vérification complète du 5 mai 2022 relative à une section de conducteurs de câblage trop faible au niveau du TGBT a été levée en janvier 2023. L'exploitant indique que la vérification complète des installations de protection contre la foudre sera programmée en 2024." Lors de la visite du 26/09/2023, il avait été demandé : "Réaliser au plus tôt la vérification complète des installations de protection contre la foudre et transmettre le rapport de l'organisme ayant effectué le contrôle dans le mois suivant sa réception." L'exploitant a transmis un document le 13/03/2024 indiquant que "la vérification complète foudre des installations a été réalisée le 24/01/2024". Constat au 11/12/2024 : L'exploitant a présenté à l'inspecteur le rapport de vérification complète des installations réalisée

par l'APAVE les 24 et 25/01/2024.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : VI26092023 - Liste des équipements sous-pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 III

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous-pression

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :

Lors de la visite du 26/09/2023, il avait été constaté : "La liste des équipements sous-pression n'est pas établie"

Dans un document transmis le 13/03/2024, l'exploitant a indiqué : "établir la liste des équipements sous pression - fin 2eme trimestre 2024".

Constat au 11/12/2024 : Le tableau des ESP a été présenté par l'exploitant le jour de l'inspection.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Rubriques

Prescription contrôlée :

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées
Rubrique Alinéa A ,NC Volume autorisé

25652aA10 000 l

29403aA500 kg/j

2910-NC 0,5 MW

Constats :

L'exploitant a fait part à l'inspection d'un projet de ligne de décapage pour décaper l'outillage en acier qui sert à accrocher les pièces défectueuses ou les supports, car actuellement cette action est réalisée en sous-traitance. Le projet serait déployé en 2025-2026 et les surplus de rinçage et les bains saturés pourront être traités par la station de traitement.

Le traitement se fera par aspersion, pour des profils de 6,5 m et produits finis non conformes de 2,5 m, ce qui donne un bain de 7 m de long x 0,8 m x 0,8 m ce qui fait un volume maximal d'environ 5 m³. Il y aura une cuve de décapage et une cuve de rinçage.

Actuellement l'exploitant est autorisé par l'arrêté préfectoral du 02/02/2015 pour un volume de 10 m³.

L'exploitant transmettra un porter à connaissance de son projet dès qu'il aura des éléments précis, une téléprocédure est en test pour cela à l'adresse : <https://form-maenv.rct01.kleegroup.com/>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Entretien moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.6.2

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. Les moyens de secours sont vérifiés a minima une fois par an par un organisme compétent.

Constats :

Équipement	Date de la dernière vérification	Organisme vérificateur
extincteurs	cf ci-dessous	
Dispositifs de désenfumage	2022, pas fait en 2023. Pas programmé en 2024.	EUROFEU
Détection incendie	15/05/2024	EUROFEU

Poteaux incendie	cf PDC n°TARTEMPION	
<p>Concernant le contrôle des extincteurs, le parc est en train d'être changé, ils ont tous été changés en septembre 2024 sauf ceux des bureaux. Facture n°637510/310094 du 25/09/2024 présentée - fournisseur YLEA. 4 extincteurs CO2, 6 poudre, 20 extincteurs à eau et mousse. Changement à l'identique.</p> <p>Demande de plan d'implantation des détecteurs incendie faite à l'exploitant.</p> <p>Mention intervention EUROFEU du 15/05/2024. Il indique "système sirène inaudible".</p> <p>Constat : le contrôle des dispositifs de désenfumage n'est pas réalisé annuellement. La sirène du SSI est notée "inaudible" par le bureau de contrôle.</p>		
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective		
Proposition de délais : 60 jours		

N° 16 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : • des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; • des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles, • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours. La défense extérieure contre l'incendie est assurée par des points d'eau (5 au maximum) judicieusement répartis, utilisables par les services de secours et permettant d'assurer pendant 2 heures un débit en fonctionnement simultané de 300 m3/h, soit un volume disponible en permanence de 600 m3. Ces points d'eau peuvent être : • des poteaux incendie DN100 conformes aux normes NF EN 14384 et NF S 61-213CN et délivrant individuellement un débit minimum de 60 m3/h sous 1 bar ; • des poteaux incendie DN150 conformes aux normes NF EN 14384 et NF S 61-213CN et délivrant individuellement un débit minimum de 120 m3/h sous 1 bar ; • une ou des réserves incendie répondant aux caractéristiques suivantes : • disposer d'une capacité unitaire en tout temps d'au moins 120 m3 ; • disposer d'une aire d'aspiration de 32 m2 (8x4) par tranche de 120 m3 ; chaque aire est stabilisée pour un véhicule exerçant une force portante de 160 kN ; • disposer d'une canne ou d'un poteau d'aspiration par tranche de 120 m3.</p>

<p>La défense extérieure contre l'incendie peut être assurée à la fois par des poteaux d'incendie et des réserves dès lors que l'ensemble des critères ci-dessus sont respectés. La répartition des points d'eau doit permettre de disposer en simultané pendant 2h de 180 m3/h au minimum à moins de 200 mètres du bâtiment par les chemins praticables. Le reste du débit, à savoir 120 m3/h peut être assuré par des points d'eau situés à moins de 400 m du bâtiment. Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une étude technico-économique relative à la mise en conformité de l'établissement par rapport aux prescriptions du présent article. Les travaux de mise en conformité sont réalisés dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté ; ce délai pourra être aménagé au regard des conclusions de l'étude technico-économique précitée, après accord de Monsieur le préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les extincteurs sont numérotés et signalés par un panneau placé en hauteur. Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : Chauffage des cuves du TS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 8.2.1.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Chauffage TS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts. Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les dispositifs d'asservissement permettant l'arrêt du chauffage en cas de niveau bas des bains chauffés n'ont pas été testés lors de la visite sur les chaînes de conversion acide et de dégraissage, l'exploitant ne souhaitant pas faire arrêter l'ensemble de la chaîne. Ces bains ne sont pas chauffés électriquement. A noter que cette disposition ne s'applique plus qu'aux bains chauffés par résistance électrique depuis la modification de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 (article 3 de l'arrêté ministériel du 20/04/2013) mais pour bénéficier de cette nouvelle disposition, l'exploitant doit faire une demande de modification de l'arrêté préfectoral du 02/02/2015.</p> <p>Le bain décapage basique est chauffé par serpentin électrique. Le dispositif n'a pas fonctionné de prime abord, l'exploitant a pu le réparer en changeant un relais. Lorsque l'exploitant a retiré la sonde de niveau du bain, le voyant du relais relatif à la chauffe (indiqué par l'exploitant), allumé en chauffe, s'est éteint.</p> <p>Constat : l'exploitant procédera à des tests de niveau bas des bains de la chaîne de conversion acide et de dégraissage et en transmettra le résultat à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 18 : Rejets aqueux de procédés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 4.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux de procédés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définis. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5) :</p> <p>Débit de référence 9,6 m³/jour Paramètre VLE en concentration (mg/l) Flux maximum (g/j)</p> <p>MES 30288 CN 0,11 F15144 Nitrites 20192 Azote global 50480 P1096 DCO 1501 440 Indice hydrocarbure 548 AOX 548 Ag 0,5 Al 5,048 As 0,11 Cd 0,22 Cr VI 0,11 Cr III 219 Cu 219 Fe 548 Hg 0,050,5 Ni 219 Pb 0,55 Sn 219 Zn 329 Ti 0,676,4 pH compris entre 6,5 et 9 Température < 30°C</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose sur son site d'un évaporateur qui lui permet de réutiliser les eaux de procédés. Il n'y a pas de rejet d'eau d'effluents du traitement de surfaces. L'exploitant fait part d'un coût très élevé de fonctionnement de cette installation eu égard à l'augmentation des coûts de l'énergie.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Rejets d'eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 4.3.12
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 3 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5) Paramètre Concentration maximale (en mg/l) MES 35 HCT 5 DCO 150</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un rapport d'analyses SYPAC pour un prélèvement du 10/05/2023. Les résultats sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> MES < 2 mg/l

- hydrocarbures <0,1 mg/l
- DCO : 12 mg/l
- pH = 8
- Couleur = 41
- Température 14°C.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : [GEREP]-Site internet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Site internet

Prescription contrôlée :

La déclaration prévue à l'article 4 du présent arrêté est effectuée sur le site de télédéclaration du ministère « en charge des installations classées » prévu à cet effet et est adressée au service chargé du contrôle de l'établissement. Ce service peut demander à l'exploitant de modifier, compléter ou justifier tout élément de sa déclaration. Ces modifications, compléments ou justifications sont transmis dans un format identique à celui de la déclaration initiale.

Constats :

La déclaration a été réalisée et transmise sur le site internet dédié.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : [GEREP]-Délai de déclaration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Délai de déclaration

Prescription contrôlée :

« La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1. Pour les installations classées relevant du système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre, la date ci-dessus est remplacée par celle fixée par l'article R. 229-20 du code de l'environnement. »

Constats :

La déclaration a été transmise le 12/02/2024.

Pas d'écart constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : <p>« I. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé, au moins :</p> <p>« - dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ; « - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface ;</p> <p>« Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.</p> <p>« Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.</p> <p>« II. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>« III. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>« L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.</p> <p>« Les dates et la nature des contrôles, les anomalies constatées, la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation sont consignées dans un registre. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
Constats : <p>L'exploitant a détaillé l'emplacement des détecteurs incendie :</p> <ul style="list-style-type: none">• au-dessus du brûleur four de cuisson• au-dessus du brûleur four de séchage• au-dessus de l'ancienne chaudière de chauffe des bains• chaudière de l'évaporateur. <p>Constat : L'exploitant transmettra un plan d'implantation des détecteurs incendie. L'exploitant transmettra une analyse de conformité de ses installations au regard du présent article.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 23 : Détection incendie (TS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Détection

Prescription contrôlée :

Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :
[...] d) D'un dispositif de détection automatique d'incendie. [...]

Constats :

L'exploitant a détaillé l'emplacement des détecteurs incendie :

- au dessus du brûleur four de cuisson
- au dessus brûleur four de séchage
- au dessus de l'ancienne chaudière de chauffe des bains
- chaudière de l'évaporateur.

Il y a donc deux détecteurs au niveau de l'atelier de traitement de surfaces (constaté par l'inspecteur). Il n'y a pas de détection incendie au niveau du décapage alcalin (zone que l'exploitant a prévu de réaménager).

Constat : Absence de détection incendie au niveau du décapage alcalin.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 60 jours

N° 24 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 3.2.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les rejets des conduits raccordés aux bains de traitement de surfaces sont tenus de respecter les valeurs limites d'émission suivantes (conduits 1 et 2) :
(voir tableau)

Constats :

<p>Le rapport de contrôle des rejets atmosphériques réalisé le 27/09/2023 par Bureau Veritas indiquent le respect des valeurs limites d'émission en concentration et en flux horaire ci-dessus. Au moins une VLE du rapport de contrôle est incorrecte (SOx : 100 dans le rapport et 30 dans l'AP).</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 25 : Rejets atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2015, article 9.2.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'article 3.2.4.1. du présent arrêté, est réalisé au moins une fois par an [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les analyses des rejets atmosphériques ont été réalisées par Bureau Veritas le 27/09/2023. L'exploitant a indiqué que le prestataire était passé le 01/10/2024. L'exploitant a fourni un avis de passage (prévisionnel) pour cette prestation.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>